



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

L'école comme véhicule de l'idéologie impérialiste belliciste au travers des cérémonies du 11 novembre

Dans la foulée de leur ministre, les recteurs viennent d'envoyer aux enseignants, personnels de la vie scolaire et de direction, les consignes pour les commémorations du 11 novembre. La circulaire ministérielle reste dans le registre habituel des soi-disant valeurs de la République : *« Conformément au Code de l'éducation, l'École transmet ainsi les principes et valeurs de la République, prépare à l'exercice de la citoyenneté et assure l'acquisition d'une culture commune. Cette culture repose notamment sur la connaissance de l'histoire nationale, des principes constitutionnels et des institutions qui organisent la vie démocratique française. »*. C'est le discours bien connu depuis des décennies. Comme nous pouvons le remarquer d'ailleurs, le concept de « culture commune » a pour but de nier la division de la société en classes et de mettre en avant des points communs factices entre capitalistes et prolétaires. On n'y définit quasiment jamais ces soi-disant valeurs, mais l'accent est mis sur la « cohésion de la nation » autour de ses fameuses valeurs. C'est-à-dire une conception de la nation trans-classe, voulant effacer l'antagonisme structurel entre classe dominante et classe dominée. Cela a toujours été le rôle de l'école d'État. Jules Ferry avait commencé le travail en faisant des écoles des sanctuaires, hors de la lutte des classes.

Rien de neuf, donc. Mais, la circulaire en question, semble-t-il aurait permis de lâcher les chiens. La circulaire du recteur d'Amiens, datée du 21 septembre, est un monument de ce que l'idéologie belliciste insufflée par la Bourgeoisie capitaliste depuis plusieurs années peut avoir comme débouché.

Même si le concept formulé est assez récent, il s'agit, depuis Jules Ferry, d'une constante dans l'expression idéologique des États capitalistes et en particulier de celui de l'impérialisme français. La circulaire du 2 juillet dernier du ministre Geffray la tartine sous tous les angles, notamment : *« Transmettre cet héritage suppose, notamment, de rappeler les moments où la Nation a été mise à l'épreuve et où sa cohésion a dû s'incarner. La transmission de l'histoire et de la mémoire de ces épreuves collectives participe de la cohésion nationale, a fortiori dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité. »*. Et, pour que ce soit bien compris, le ministre nous assène sa culture commune et ce qu'elle signifie : *« La mémoire de ces épreuves constitue ainsi un élément structurant de la culture commune. Elle permet de comprendre la manière dont les conflits contemporains ont éprouvé la vie quotidienne des populations et l'action des institutions qui en sont les gardiennes, ainsi que la diversité des formes d'engagement qu'ils ont suscitées au service de l'idéal et de l'intérêt commun. En rendant sensible au souvenir de ces épreuves et des sacrifices associés, cette mémoire forge les références communes à partir desquelles une communauté se reconnaît et se perpétue. »*. Nous y trouvons, comme à l'habitude, ce triptyque : cohésion de la nation / engagement / sacrifice. Mais rien de tout cela n'est défini. On ne dit pas sur quoi la nation doit se rassembler, ni quels sont les sacrifices, encore moins quelles sont les valeurs de la République. Le discours global ne se risque donc pas dans des terrains pouvant être glissants, les valeurs étant celles de l'impérialisme français. La conception de la nation est celle d'un État capitaliste, n'ayant pas intérêt à se révéler et met plutôt en avant une cohésion trans-classe mythique. Quant au sacrifice, on se garde bien d'en donner la nature.

La circulaire comporte tout de même une nouveauté, un pas en avant dans le cadre de la ligne idéologique belliciste, celle de nos gouvernants. Voici ce pas : *« C'est pourquoi à compter de la rentrée 2026, une cérémonie*

commémorative annuelle d'hommage à tous les "Morts pour la France" est instituée dans chaque école élémentaire, collège et lycée, publics ou privés sous contrat, y compris au sein du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Cette cérémonie se tient, au choix de l'établissement, dans les quatre jours précédant ou suivant le 11 novembre, date consacrée par la loi comme Journée nationale de commémoration de la victoire et de la Paix et d'hommage à l'ensemble des « Morts pour la France », civils et militaires. Elle concerne l'ensemble des élèves à partir du CMI et se tient dans l'enceinte de l'établissement. ». On peut y constater l'introduction du concept de « morts pour la France » et la confusion entre toutes les guerres, quelle que soit leur nature qu'induit cette cérémonie. Il ne s'agit plus de célébrer l'armistice du 11 novembre 1918, ni, éventuellement, le « plus jamais ça », leitmotiv pour beaucoup de ces cérémonies, à leur origine. Avec le concept de « morts pour la France », on peut mélanger les morts pour l'impérialisme français de 14/18, les Résistants antifascistes de 39/45 et les morts des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Une sacrée bouillie met sur le même plan les premiers et les troisièmes, morts victimes des capitalistes français qui les ont envoyés à la boucherie et les deuxièmes morts en combattant l'occupant nazi.

La circulaire d'Amiens rompt avec toutes les précautions rencontrées dans le texte ministériel et fait le choix de développer et expliciter le concept de « Morts pour la France ». L'un des points forts de la première partie est parfaitement résumé dans cet extrait (« elles » désigne les cérémonies) : *« Elles permettent de rendre hommage à ceux qui ont donné leur vie, dans des moments où la Nation était mise à l'épreuve, mais également de donner aux élèves les connaissances et repères nécessaires pour comprendre les conflits, leurs acteurs et leurs enjeux. Elles doivent permettre de réfléchir au prix de la paix, à la cohésion nationale et aux principes et valeurs qui fondent notre République. Commémorer ne consiste donc pas seulement à se souvenir ensemble : il s'agit aussi de comprendre le passé pour éclairer le présent et préparer l'avenir. ».* On y lit une obligation presque formulée à se ranger derrière un concept de nation, un paravent pour l'État bourgeois impérialiste, de s'y ranger tous ensemble, quelle que soit notre classe sociale, avec la cohésion nationale. La mise en avant de la nécessité de comprendre le passé n'incite pas le rédacteur de la circulaire à pointer la différence de nature évidente entre les deux guerres mondiales, guerre impérialiste en 14/18, guerre antifasciste et de libération nationale entre 1940 et 1945.

Mais surtout, nous y trouvons un nouveau concept, absent du texte ministériel : celui du « prix de la paix ». Il n'est pas difficile, dans le contexte idéologique belliciste que nous vivons d'y voir une tentative de mise à l'index des partisans de la paix, dans un cas de guerre impérialiste, comme en Ukraine. Il s'agit de cacher les dires d'Anatole France à propos de la première guerre mondiale : *« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels »*, pour faire croire qu'il s'agit d'un combat « valeurs contre valeurs » ; les nôtres, jamais définies, étant parfaitement justes et celles des autres parfaitement insupportables. Dans ce cadre, le « prix de la paix » signifie qu'il faut pouvoir faire le sacrifice de sa vie, non pas pour les capitalistes, mais pour les mythiques valeurs, afin d'obtenir la paix, mais une paix qui arrange nos capitalistes. Le rapport avec l'Ukraine, où les divers impérialistes de l'UE sont prêts à sacrifier jusqu'au dernier ukrainien, pour commencer, est évident. Le lien avec toutes les tentatives, nouveau service militaire après le SNU, pour militariser la jeunesse l'est tout autant.

La circulaire d'Amiens travaille la question d'abord un peu subtilement : *« La commémoration prend en effet tout son sens lorsqu'elle permet aux élèves de s'interroger sur les principes et les valeurs qui fondent une société, hier comme aujourd'hui. ».* On voit bien la référence à aujourd'hui et aux méchants Russes qui auraient une société fondée sur d'autres principes et valeurs différents des nôtres, alors que ce sont les mêmes : l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Et, d'ajouter une couche : *« le travail de préparation pourra être l'occasion de réfléchir sur les symboles de la République (hymne national, drapeau, devise) en replaçant leur création et leur adoption dans leur contexte historique et, lorsque cela est pertinent, en les comparant à ceux d'autres pays. ».* Là encore, on voit bien à quels pays le recteur pense pour la comparaison.

Mais, bientôt, le texte du recteur entre dans le dur, avec une injonction à peine cachée aux « membres de la communauté éducative » : *« Ces cérémonies scolaires, obligatoires pour tous les élèves sont donc à dissocier matériellement des cérémonies organisées par les communes, autour des monuments aux Morts, chaque 11 novembre. Tout membre de la communauté éducative reste vivement encouragé à participer, également, aux cérémonies communales. ».* Les enseignants doivent être dans le moule, en cela, pas de différence entre les deux circulaires, celle du ministre recommande de solliciter le DMD (délégué militaire départemental), le correspondant de l'armée en préfecture ou le correspondant défense de la commune, celle du recteur le référent académique « valeurs de la République » et le référent académique « mémoire et citoyenneté ». Non seulement cela induit une conception de l'histoire, celle-ci serait que celle des guerres mais cela renforce les liens entre armée et éducation nationale, liens déjà pas mal développés par Macron.

Enfin, voici la cerise sur le gâteau. Le recteur nous explique ceci : *« Ces cérémonies font partie intégrante d'une "pédagogie de la mémoire", mais sont aussi une prise de conscience de tous les sacrifices endurés et des douleurs éprouvées par les générations précédentes pour sauvegarder l'indépendance, la liberté, la dignité de*

notre pays. Mais elles sont aussi résolument tournées vers l'avenir. En rappelant le prix de la paix, elles invitent les élèves à comprendre que les principes démocratiques, les libertés et les valeurs de la République constituent un héritage qui doit être connu, transmis et défendu. Elles contribuent ainsi à construire une culture civique commune et à renforcer la cohésion de notre Nation. ». Le message est très clair. Les morts de Verdun ou du chemin des dames se sont sacrifiés pour sauvegarder l'indépendance, la liberté et la dignité de notre pays. On note une seconde référence au « prix de la paix » et l'inévitable recours à la cohésion de la Nation restant une claire définition du refus de la lutte des classes.

Le recteur d'Amiens sert de poisson pilote pour le ministre, le gouvernement, l'État bourgeois impérialiste. Il décline simplement la ligne de « marche à la guerre » qu'imprime Macron depuis au moins son deuxième mandat et il a recours à des façons d'écrire, utilisées en 2020 et 2021 pour formater et faire obéir les citoyens de ce pays : des points de vue formulés par le gouvernement de telle manière qu'ils apparaissent comme des évidences auxquelles on ne peut qu'adhérer. Il nous montre ceci : l'école prépare activement non pas à la guerre en tant que telle, mais à la militarisation des esprits et à la focalisation sur un unique mode de pensée liée à la conception réactionnaire de la nation, afin d'écarter les jeunes de la lutte des classes. Son texte est sans fard et il n'est pas difficile de faire le lien entre ce qu'il écrit et la propagande de Macron relayée y compris par ses opposants, puisque même Tondelier reprend la fable des « menaces russes ». Si la volonté de formatage est évidente aujourd'hui, ce n'est pas une nouveauté.

Depuis Jules Ferry, l'école de l'État, dans notre pays impérialiste, a toujours été à la fois une « formidable machine de reproduction sociale » (Bourdieu) et un excellent outil de formatage et d'embrigadement de la jeunesse. Un embrigadement derrière une conception réactionnaire de la nation prévenant de toute envie de participer à la lutte des classes. L'exemple des générations parties « la fleur au fusil » en 1914, formatées pour la revanche depuis les débuts de l'école de Jules Ferry est plus qu'aveuglant. Marx l'avait dit dans la **Critique du programme de Gotha** : « Une "éducation du peuple par l'État" est chose absolument condamnable. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., [...] c'est bien autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Eglise. ».

C'est le moment de parler un peu de la fameuse « éducation du peuple par l'État ». Au-delà de ce qu'elle nous dit de la dérive militariste et belliciste des gouvernants de notre État impérialiste, la circulaire du recteur d'Amiens nous rappelle une mission essentielle de l'école de la Bourgeoisie. Avec Ferry, cette même Bourgeoisie a délégué à l'État la mission de former, c'est-à-dire formater, la jeunesse des couches dominées et essentiellement de la classe prolétaire. Les quelques gagnants de ce que l'idéologie dominante a appelé « l'ascenseur social » l'ont été en adoptant une idée réactionnaire : pour s'émanciper, il faut changer de classe. C'est le contraire de ce que disaient les Communards de la société qu'ils envisageaient : « Un tourneur doit pouvoir quitter son tour pour écrire un livre, et y revenir ensuite. ». Dans cette affaire, nous avons un double problème : l'économie de guerre et toute l'idéologie allant avec, dans un premier temps, c'est le plus évident ; mais aussi le rôle de l'école, et, en réalité, pas le rôle de l'école depuis Macron, mais celui de l'école depuis la décision de capitalisme de créer l'école d'État.

Comme un écho à nos dires, le site ministériel des ressources pédagogiques EDUSCOL explique ainsi les raisons de telles cérémonies : « Alors que la présence des jeunes aux cérémonies commémoratives est souvent inégale, il est important de permettre aux élèves de faire l'expérience de l'unité de la communauté nationale autour de son histoire, des principes et valeurs qu'elle défend, et de ceux qui se sont battus pour les défendre, au péril et souvent au prix de leur vie. La commémoration du 11 novembre, devenue journée nationale de la victoire et de la Paix – hommage à tous les morts pour la France constitue une occasion de transmission de cet héritage républicain. La participation à une cérémonie commémorative contribue à renforcer la cohésion nationale dans un contexte marqué par l'instabilité de l'environnement international et de nouvelles formes de conflictualité qui ciblent l'unité du corps social. ».

On peut se demander combien d'enseignants vont relayer sans le moindre doute les paroles de l'idéologie dominante distillées par leur ministre et leur recteur ? Combien vont saouler leurs élèves avec l'unité de la communauté nationale, la cohésion nationale, la culture civique commune ou l'unité du corps social ? Combien avec le « prix de la paix » ?

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il est temps de se poser de nouveau la question de la nature réelle de l'école d'État. Une question que se posaient les militants communistes et anarcho-syndicalistes, notamment dans la CGTU, jusqu'à la seconde guerre mondiale, et abandonnée en 1945 pour se concentrer sur la demande de moyens pour les premiers et sur la conduite de la classe pour les seconds. Ce retour de la militarisation de l'époque de Jules Ferry au sein même de l'école peut et doit être le levier afin de revenir à ces deux questions fondamentales : « Quel rôle joue vraiment l'école de l'État impérialiste ? » et « Quelle école voulons-nous ? Quelle école pour émanciper les enfants des travailleurs ? ».

